



Hier, un rassemblement se tenait devant la Cour d'appel pour soutenir les salariés de chez Continental condamnés en première instance. Curieux verdict d'ailleurs, puisqu'il sanctionne 6 salariés alors même que rien ne prouve que ce sont bien ceux là qui ont participé à "la destruction en réunion de biens au préjudice de l'Etat". Ils avaient envahi les bureaux de la sous-préfecture de Compiègne le 21 avril, suite à l'annonce de la fermeture de leur usine après une lutte emblématique pour la sauvegarder. On aurait voulu faire un exemple qu'on ne s'y serait pas pris autrement. Quitte à faire un exemple, on aurait pu en faire un bon. Mais Nicolas Sarkozy n'aime pas être contredit. Il n'aime pas qu'on manifeste contre ses réformes. Il n'aime pas qu'on proteste contre ses conditions de travail, de rémunération ou de licenciement. Cela doit lui rappeler ses promesses jamais respectées en la matière... Il n'aime pas être contredit, et par qui que ce soit. Le Conseil constitutionnel déclare que son projet de Taxe carbone est tellement mal ficelé qu'il contrevient à l'égalité républicaine ? Peu importe ! Il fera 2 ou 3 ajustements à la marge et repassera sa taxe qui impose les ménages et exonère les grosses entreprises...

Vous allez me dire, à quelques mois des élections régionales, on voit le coup venir. Toute la gauche est dans la rue pour soutenir ces salariés licenciés et abusivement condamnés, la solidarité avec leurs causes fleurit dans les blogs, le pont est fait avec Nicolas Sarkozy, etc. Et bien oui ! Je l'assume. Il y a, de mon point de vue, un lien de cause à effet entre la politique du gouvernement de Nicolas Sarkozy, l'attitude et les propos du chef de l'Etat, les licenciements économiques, la répression syndicale d'un autre âge en sanctionnant par les tribunaux, le mouvement de grève qui s'annonce dans la Fonction publique le 21 janvier, l'immense mobilisation lors de la votation citoyenne contre la privatisation de la Poste, l'entêtement

idéologique du gouvernement a fait passer sa loi de changement de statut de la Poste, la reprise du mouvement social en Guadeloupe et les élections régionales.

Nous sommes dans une démocratie. C'est-à-dire que les gens ont un moyen de dire non, de dire stop, de sanctionner une politique gouvernementale avec le bulletin de vote. Nous sommes dans une République. C'est-à-dire que le peuple a un moyen de dire "place à l'intérêt général" lorsque les intérêts particuliers des plus puissants prennent le pas sur toute autre considération. Et la prochaine échéance électorale, ce sont les élections régionales. Personne n'est dupe : ce ne sont pas les gestions des collectivités qui vont être examinées à la loupe par les électeurs. C'est un message national sur la politique du Gouvernement et les alternatives qu'il souhaite, que le peuple va envoyer.

Marre des licenciements ? Non à la droite ! Marre de la répression syndicale ? Non à la droite ! Marre d'une fonction publique en manque constant de moyens, au statut mis à mal, aux rémunérations de plus en plus basses ? Non à la droite ! Marre des attaques répétées contre nos services publics, postaux ou hospitaliers ? Non à la droite ! Marre des engagements financiers non tenus après les accords passés avec le LKP l'an dernier en Guadeloupe ? Non à la droite !

Pour lui signifier nos désaccords, il faut saisir un bulletin de vote clair. Massivement, nous devons aller aux urnes, prendre le bulletin qui prend clairement le contre-pied des politiques libérales, qui est clair dans sa stratégie d'alliance à gauche. Là, le signal sera entendu. Là, un véritable débouché politique s'offrira au mouvement social. Là, des Régions de combat et de résistance se dresseront face aux injustices de la politique de l'UMP. En mars prochain, pour toutes ces raisons nous devons voter et appeler à voter pour "Ensemble pour des Régions à gauche".